

Vœu concernant le Projet de loi de Finances 2024

Conseil Municipal – Saint-Etienne-du-Rouvray

19/10/23

Le gouvernement a présenté le texte du projet de loi de finances pour 2024 le 27 septembre 2023.

A l'instar des orientations budgétaires escomptées pour la planification des financements liés à la transition écologique, les collectivités territoriales espéraient pouvoir disposer d'une aide significative de la part de l'Etat pour faire face au contexte inflationniste actuel.

Le PLF 2024 prévoit effectivement d'augmenter la dotation globale de financement des collectivités territoriales de 0,8% (soit 220 millions d'euros).

Considérant que cette augmentation de 0,8% n'est pas suffisante dans un contexte où l'inflation est comprise entre 4 et 5% ;

Considérant que le fléchage des budgets supplémentaires alloués au fonds vert ou à la transition écologique ne permet pas de compenser les pertes nettes de ressources pour les collectivités;

Considérant que les budgets des collectivités territoriales ne doivent plus être utilisés comme des variables d'ajustement par l'Etat ;

Considérant que les collectivités territoriales ne représentent que 8% de la dette publique locale et qu'elles ont contribué à réduire le déficit en dégagant un excédent de 4,8 milliards d'euros en 2022 ;

Considérant que les décisions budgétaires du gouvernement ne permettent pas d'assurer l'autonomie de gestion financière des communes et mettent en danger les missions de service public local ;

Considérant que les dépenses engagées par la ville de Saint-Etienne-du-Rouvray pour faire face, d'abord à la pandémie de covid 19 entre 2020 et 2022, puis à l'inflation galopante des prix des énergies, des matières premières et des denrées alimentaires depuis 2022, n'ont pas été suffisamment compensées par l'Etat ;

Considérant que les augmentations nécessaires et légitimes du point d'indice des agents publics territoriaux de Saint-Etienne-du-Rouvray ne sont pas accompagnées financièrement par l'Etat ;

Réuni ce 19 octobre 2023, le conseil municipal de Saint-Etienne-du-Rouvray demande formellement au Président de la République de prendre toutes les mesures possibles pour indexer la Dotation Globale de Fonctionnement sur l'inflation.